



## ÉDITORIAL

# Haro sur les conquis de l'été 1945

PAR SÉBASTIEN CRÉPEL, CODIRECTEUR DE LA RÉDACTION

**S**erait-ce un hommage du vice à la vertu ? En ouvrant « le Figaro », mardi 29 juillet, on notait avec étonnement et satisfaction que l'idée de la « Sécu » était restituée à son véritable « père » : « Le système de Sécurité sociale français (a été) imaginé par le communiste Ambroise Croizat à la sortie de la guerre », pouvait-on lire. Enfin ! Après quatre-vingts ans d'effacement, le rôle de l'éminente figure syndicale et politique dans la plus grande innovation de l'été et de l'automne 1945 n'est plus relégué aux oubliettes. Hélas, dans le quotidien de droite, l'hommage tourne court, et c'est à se demander si l'inspiration communiste des origines ne sert pas d'abord à souligner l'obsolescence prétendue du système : le modèle social français « doit se réinventer », écrit le journal de Dassault, « et notamment son système de retraite, qui s'appuie largement sur les actifs pour financer les pensions des plus anciens ».

**L'été 2025 est le théâtre de la plus vaste attaque contre les conquis du bel été 1945** depuis l'offensive de Denis Kessler sur le programme du Conseil national de la Résistance (CNR). En 2007, profitant de la sidération déclenchée à gauche par l'élection triomphale de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, le vice-président du Medef d'alors appelait le nouveau chef de l'État à « sortir de 1945 » et à « défaire méthodiquement le programme du CNR ».

**Dans un tout autre contexte, le plan Bayrou prolonge et concrétise cette ambition en s'attaquant aux salariés et aux malades** avec une violence inouïe : doublement des franchises médicales, restriction des arrêts maladie, durcissement du régime des affections de longue durée (ALD), suppression de jours fériés, gel des retraites et des allocations, réforme de l'abattement fiscal sur les pensions, non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois, etc. Sarkozy s'était attelé au travail – et Chirac, Raffarin et Villepin avant lui – mais il n'a pas eu le temps de terminer ses basses œuvres. C'est qu'on ne fait pas tomber le statut des fonctionnaires, l'assurance-maladie, la retraite par

répartition ou les comités d'entreprise comme on met à bas le mur de Berlin : ces institutions, poussées par le PCF et la CGT à l'époque, sont profondément ancrées dans l'histoire de notre pays, la population y est très attachée et est prête à se battre pour elles.

**Avant les annonces de Bayrou, les libéraux étaient déjà en campagne pour nous vendre le projet** qu'ils n'avaient jamais osé énoncer clairement jusqu'alors : celui de la retraite par capitalisation, au détriment de la retraite par répartition, qu'ils ont déclarée en faillite. Alors que ce dont souffre le système solidaire est non le manque de cotisants – la population active et les gains accumulés de productivité y pourvoient – mais l'insuffisance de cotisations, par le jeu des exonérations et « aides » diverses aux entreprises (211 milliards d'aides totales par an, selon le rapport du sénateur Fabien Gay, également directeur de « l'Humanité ») mais aussi le manque d'emplois stables et bien rémunérés.

**Comment financer des retraites par capitalisation quand on refuse déjà les recettes nécessaires à la « Sécu », au nom du trop-plein de prélèvements ?** Le Medef a son idée : en pillant ce qu'il reste de la « Sécu ». Patrick Martin, le patron des patrons, annonçait la couleur dans « le Monde », cet hiver : « Il faut aller chercher des ressources actuellement affectées aux branches famille et assurance-maladie. » La boucle est bouclée avec le plan d'austérité du premier ministre. À la fin, d'une manière ou d'une autre, c'est l'assuré qui perd... et qui paie. Sauf si une lame de fond se lève pour censurer ces projets illégitimes dans la rue comme à l'Assemblée. ●

**Les institutions sociales sont profondément ancrées dans l'histoire de notre pays. La population y est très attachée et prête à se battre pour elles.**